



**Approche stratégique
de la gestion internationale
des produits chimiques**

Distr. : générale
18 juin 2012

Français
Original : anglais

Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques

Troisième session

Nairobi, 17-21 septembre 2012

Point 4 d) de l'ordre du jour provisoire*

**Mise en œuvre de l'Approche stratégique de la gestion
internationale des produits chimiques :
ressources financières et techniques pour la mise en œuvre**

**Options possibles pour le financement à long terme de l'Approche
stratégique de la gestion internationale des produits chimiques**

Note du secrétariat

1. Le secrétariat a l'honneur de remettre à la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques le résumé rédigé par les co-présidents du groupe de contact sur les questions financières et l'assistance technique, des débats du groupe de contact à la première réunion du Groupe de travail à composition non limitée de la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques, qui s'est tenue à Belgrade du 15 au 18 novembre 2011 (voir annexe).
2. Le résumé reflète les options envisagées et les vues exprimées par les participants pendant les débats. Le Groupe de travail à composition non limitée a décidé de le présenter en tant que document de travail à la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques à sa troisième session.
3. Le résumé est extrait du rapport du Groupe de travail à composition non limitée (voir le document SAICM/ICCM.3/INF/2).

* SAICM/ICCM.3/1

Annexe

Résumé des coprésidents des débats sur la question du financement : options possibles pour le financement à long terme de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques

1. Le groupe de contact sur les questions financières et l'assistance technique créé par le Groupe de travail à composition non limitée de la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques à sa première réunion s'est réuni le vendredi 18 novembre 2011 à Belgrade pour examiner les options possibles pour le financement à long terme de l'Approche stratégique, conformément au mandat convenu (voir l'appendice). Il était coprésidé par M. Osvaldo Álvarez-Pérez (Chili) et M. Greg Filyk (Canada).
2. Le groupe de contact a d'abord abordé la question des ressources financières nécessaires à la mise en œuvre des activités jusqu'en 2020. Il a ensuite examiné les liens et les éléments du processus consultatif sur les options de financement pour les produits chimiques et les déchets en rapport avec l'Approche stratégique.
3. Le présent résumé reflète les options et les vues exprimées par les participants au cours de ces débats. Le groupe de contact a suggéré que le Groupe de travail à composition non limitée présente le résumé en tant que document de travail dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies à la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques à sa troisième session en 2012.
4. Le groupe de contact a également recommandé que le Président de la Conférence, en sa qualité de Président du Groupe de travail à composition non limitée, transmette une copie du résumé au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) afin qu'il l'examine dans le cadre de l'élaboration de son rapport final à l'intention du Conseil d'administration à sa douzième session extraordinaire en février 2012.
5. Le groupe de contact a examiné deux sujets connexes : les ressources financières pour mettre en œuvre les activités jusqu'en 2020; et les liens avec les résultats du processus consultatif sur les options de financement pour les produits chimiques et les déchets et les éléments d'une approche intégrée du financement de la gestion des produits chimiques et des déchets en rapport avec l'Approche stratégique. Les débats ont été marqués par une convergence significative des vues.
6. Les options et vues exprimées au cours des débats sont détaillées ci-après.

I. Ressources financières pour mettre en œuvre les activités jusqu'en 2020

7. Les participants ont examiné les options de financement pour la mise en œuvre des activités jusqu'en 2020 dans le contexte de la Déclaration de Dubaï sur la gestion internationale des produits chimiques, du paragraphe 19 de la Stratégie politique globale de l'Approche stratégique; des succès obtenus à ce jour par le Programme de démarrage rapide à durée limitée de l'Approche stratégique; et des résultats concernant les ressources financières des réunions régionales de l'Approche stratégique tenues avant la réunion du Groupe de travail à composition non limitée.
8. De nombreux représentants ont convenu que toutes les sources de financement devaient être prises en considération pour le financement à long terme de l'Approche stratégique. Au-delà des ressources publiques, la nécessité d'accéder à des ressources du secteur privé a été mentionnée par de nombreux participants. En outre, certains participants ont indiqué qu'il était nécessaire d'étudier des moyens permettant d'utiliser les ressources de manière plus efficace.

A. Vues exprimées sur l'intégration de la gestion des produits chimiques dans les politiques nationales

9. Un large appui a été exprimé en faveur du renforcement des efforts visant à intégrer la gestion des produits chimiques dans les politiques nationales, un des principaux moyens permettant de soutenir le financement à long terme de l'Approche stratégique. De nombreux représentants ont estimé que les efforts d'intégration déployés par le passé pour placer la gestion rationnelle des produits chimiques dans le haut de la liste des priorités en matière de développement avaient été insuffisants. Des participants provenant de

pays bénéficiaires et de pays donateurs ont donné des exemples de cas où des préoccupations relatives aux produits chimiques et des préoccupations environnementales générales avaient été reléguées à l'arrière-plan par des sujets ayant trait au développement auxquels une priorité politique plus importante avait été accordée et qui avaient donc été prioritaires pour le financement.

10. Un certain nombre de participants ont exprimé leur soutien en faveur de la proposition visant à recueillir et compiler des exemples et des meilleures pratiques de programmes d'intégration concluants qui avaient obtenu des financements, ainsi qu'à fournir des efforts afin de partager largement ces informations dans le cadre d'une initiative de renforcement des capacités en matière d'intégration. Les travaux sur l'intégration actuellement menés par le PNUE et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont été mentionnés comme pouvant servir de source à cet égard, non seulement en termes d'efforts d'intégration nationaux mais également en termes d'efforts de collaboration avec les organismes des Nations Unies. Un participant a cité un projet d'intégration concluant mené en Ouganda qui pourrait apporter des enseignements précieux sur les conditions permettant de mener à bien des activités d'intégration. Le projet avait été initialement rendu possible par une subvention du Programme de démarrage rapide et avait ensuite réussi à obtenir un financement additionnel important de la part du PNUD pour la poursuite de la mise en œuvre des activités.

11. Les participants ont convenu que la question de l'intégration devrait être examinée à la troisième session de la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques, en particulier la question de la priorité accordée à la gestion rationnelle des produits chimiques dans le cadre des politiques nationales et celle des dispositifs ou mécanismes qui seraient nécessaires aux niveaux national et international afin de mobiliser des ressources d'intégration pour le financement à long terme de la mise en œuvre de l'Approche stratégique. À cet égard, un participant a également fait référence à la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et au Programme d'action d'Accra qui indiquait que les priorités en matière d'aide étaient mieux établies par les gouvernements bénéficiaires dans la mesure où ces derniers connaissaient mieux les besoins de leurs pays.

B. Vues exprimées concernant le rôle de l'industrie

12. Un certain nombre de participants ont identifié le potentiel de l'industrie pour contribuer davantage au financement à long terme de la gestion rationnelle des produits chimiques et de l'Approche stratégique par une approche équilibrée comprenant des cadres réglementaires et volontaires. Ils ont également souligné qu'il incombait essentiellement aux gouvernements d'établir des cadres appropriés en vue de l'implication de l'industrie dans la gestion rationnelle des produits chimiques.

13. Un participant a mis l'accent sur l'importance du rôle de l'industrie, indiquant que les entreprises axées sur les profits produisaient des avantages sociaux et économiques mais étaient également tenues de s'assurer que les coûts environnementaux seraient internalisés. Certains participants ont mentionné le rôle de l'industrie dans le développement de technologies visant à soutenir la gestion rationnelle des produits chimiques. Un participant a également noté l'importance du concept d'éco-conception.

14. Il a été mentionné qu'il était nécessaire de partager les technologies et de les transférer aux pays en développement et aux pays à économie en transition, y compris par le biais de mécanismes tels que les centres régionaux.

15. Il a été souligné qu'un lien pourrait être établi entre la gestion rationnelle des produits chimiques et d'autres domaines du programme environnemental, notamment le climat, par exemple en utilisant le Mécanisme pour un développement propre dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Il a également été fait référence à des initiatives dans le cadre desquelles l'industrie travaillait en collaboration avec le PNUE et d'autres entités en vue d'harmoniser les réglementations, notamment en partageant des informations concernant ces dernières.

C. Vues exprimées concernant les options de financement externe

16. Un certain nombre de participants ont évoqué le rôle des options de financement externe dans la mise en œuvre des activités jusqu'en 2020. Le nouveau guichet du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) pour l'Approche stratégique a été salué.

17. S'agissant des ressources financières actuellement disponibles pour la gestion des produits chimiques dans différents fonds, y compris le FEM, plusieurs participants ont proposé que ces montants soient pris en compte dans leur ensemble d'une manière plus stratégique et dans une perspective de renforcement afin de trouver des moyens d'améliorer la mise en œuvre. Il a été suggéré qu'une telle

démarche soit entreprise dans le cadre de politiques claires ou même par l'intermédiaire d'une plateforme établie avec l'adhésion de tous les pays.

18. Des observations ont également été formulées par plusieurs participants sur le bien-fondé d'une proposition visant à mettre en place un portefeuille consolidé de produits chimiques et de déchets afin d'obtenir des fonds de donateurs de manière à avoir accès à davantage de fonds globaux, par opposition à l'actuelle approche de collecte de fonds fragmentée qui était spécifique à chaque convention, cadre, question ou mécanisme dans le domaine au sens large de la gestion rationnelle des produits chimiques et des déchets.

D. Vues exprimées sur un mécanisme spécifique pour l'Approche stratégique

19. Certains participants ont mis en évidence la nécessité de mettre en place un mécanisme stable pour le financement de l'Approche stratégique après le Programme de démarrage rapide à durée limitée. Idéalement, ce mécanisme serait en place jusqu'en 2020 et posséderait des caractéristiques similaires à celles de l'actuel Programme en termes de structure de gouvernance, de critères d'éligibilité et de domaine d'activité (élargi de manière à inclure des plans de mise en œuvre); recevrait des contributions volontaires; comprendrait des objectifs de performance à des fins d'examen; et serait indépendant, responsable et transparent. Un participant a indiqué qu'il était nécessaire d'examiner les aspects pratiques de la mise en place d'un éventuel mécanisme de financement futur sur la base d'une structure existante, par opposition à la création d'une nouvelle structure.

20. Un participant a souligné l'utilité d'un tel mécanisme de financement à l'appui de la poursuite des activités de renforcement des capacités dans les pays en développement et les pays à économie en transition en vue de prioriser et d'intégrer la gestion rationnelle des produits chimiques dans les plans de développement nationaux et de progresser dans la réalisation de l'objectif relatif aux produits chimiques fixé pour 2020.

21. Certains participants ont formulé des observations sur le rôle spécifique de l'Approche stratégique dans la mobilisation de fonds pour des questions qui demandaient du temps pour être pleinement considérées comme des priorités, comme le lien entre la santé et les produits chimiques. Il a été mentionné que, parfois, les pays développés et les pays en développement n'accordaient pas la même priorité à ces liens, et que le rôle de l'Approche stratégique était important pour porter cette question à l'attention des décideurs.

II. Résultats du processus consultatif sur les options de financement pour les produits chimiques et les déchets, et les éléments de l'approche intégrée en rapport avec l'Approche stratégique

22. Un représentant du secrétariat du PNUE a décrit le calendrier des étapes suivantes envisagées à la suite de la dernière réunion du processus consultatif, en octobre 2011. Ces étapes comprenaient l'élaboration d'un rapport par le Directeur exécutif à l'intention du Conseil d'administration à sa douzième session extraordinaire en février 2012. Ce rapport servirait de base aux débats du Conseil d'administration concernant la voie à suivre, y compris une éventuelle décision sur la nature du processus ainsi que le calendrier et l'organisation des travaux, dans le cadre des préparatifs en vue de parvenir à d'éventuelles décisions à la troisième session de la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques en 2012 et à la vingt-septième session du Conseil d'administration en 2013.

23. Un autre représentant du secrétariat du PNUE a noté que le Directeur exécutif avait été encouragé par les résultats du processus consultatif et par la proposition d'une approche intégrée. Dans le cadre de ses consultations informelles avec des pays développés et des pays en développement, on a souligné la nécessité de modes de financement nouveaux, innovants et moins fragmentés pour le programme relatif aux produits chimiques et aux déchets, y compris l'Approche stratégique. Il a également noté que les accords multilatéraux sur l'environnement en rapport avec la diversité biologique étaient intéressés par le processus consultatif et par la manière dont un processus similaire pourrait les aider à satisfaire leurs besoins en matière de financement.

24. Un certain nombre de participants ont fait observer qu'il y avait un chevauchement important au niveau des options identifiées dans le cadre du débat récemment achevé concernant le financement des activités de mise en œuvre jusqu'en 2020, et au niveau des éléments de l'approche intégrée identifiés lors du processus consultatif. De plus, différents participants ont noté que les éléments de l'approche intégrée

étaient globalement alignés sur le domaine d'activité de l'Approche stratégique. À cet égard, certains participants ont souligné que l'approche intégrée, qui comprenait une référence explicite à l'Approche stratégique, se prêtait bien au large domaine d'activité de l'Approche stratégique.

25. Certains participants ont recommandé le développement d'un mécanisme de financement distinct pour la mise en œuvre dans le cadre de l'Approche stratégique, tandis qu'un autre participant s'est posé la question de savoir s'il était nécessaire de mettre en place un mécanisme de financement indépendant dans le cadre de l'Approche stratégique, suggérant qu'une approche unique pourrait aboutir à une utilisation plus efficace des ressources et des financements disponibles.

26. De nombreux participants ont préconisé une solution de financement de l'Approche stratégique à long terme dans le cadre de l'ensemble du groupe des produits chimiques et des déchets. Ils ont plaidé en faveur d'une intégration des ressources dans une solution unique afin, entre autres, de réduire les frais administratifs de manière à mettre davantage de ressources à la disposition des activités de mise en œuvre. Ils ont préconisé une approche élargie plutôt qu'une approche tendant à séparer en parcelles distinctes les fonds disponibles pour les produits chimiques. Un participant a indiqué que, dans le contexte financier actuel, la mise en place de fonds distincts pourrait comporter un risque et que, pour certains donateurs traditionnels, une enveloppe commune plus importante aurait probablement une plus grande chance de succès. Malgré les besoins en matière de capitaux de lancement pour des initiatives spécifiques, un certain nombre de participants se sont exprimés en faveur d'une enveloppe intégrée pour le programme relatif aux produits chimiques et aux déchets.

27. Certains participants ont fait référence au dynamisme accru des débats concernant le financement du programme global relatif aux produits chimiques et aux déchets, en particulier à la lumière des débats concernant le financement dans le cadre des négociations en vue d'un instrument international juridiquement contraignant sur le mercure. Certains participants ont souligné que le contexte actuel des débats sur une stratégie globale pour le financement du programme relatif aux produits chimiques et aux déchets était utile.

28. Un participant a indiqué qu'il était nécessaire d'accorder aux approches volontaires comme l'Approche stratégique l'attention voulue dans le cadre des débats concernant le financement, même en cas de pénurie des ressources lorsque la priorité pourrait autrement être accordée uniquement aux activités menées à l'appui des obligations juridiquement contraignantes. Un autre participant a noté l'importance des contributions en nature, indiquant qu'il était nécessaire de faire une meilleure utilisation des ressources en privilégiant les questions prioritaires. Il a été jugé important de poursuivre l'identification des principales lacunes et de mobiliser les types et variétés de ressources les plus appropriés pour ces efforts.

29. Un participant s'est dit préoccupé par le fait que, si le processus consultatif sur les options de financement réalisé à l'initiative des pays présentait un intérêt particulier, les résultats des débats sur une approche intégrée pour la direction stratégique globale du financement du programme relatif aux produits chimiques et aux déchets et toute structure nouvelle ou modifiée qui pourrait découler de ces débats, y compris d'éventuelles activités supplémentaires dans le cadre de la sixième reconstitution du FEM, n'arriveraient pas à temps pour obtenir un financement des activités de mise en œuvre pour 2020. Lorsqu'un nouveau fonds d'affectation spéciale serait créé, ou la sixième reconstitution achevée, il ne resterait plus que trois à cinq ans jusqu'en 2020. À cet égard, un participant a demandé si l'adoption d'une partie de l'approche intégrée pourrait être accélérée pour pouvoir prendre des mesures précoces.

30. À la lumière des éléments susmentionnés, un participant a préconisé qu'il soit fait référence de manière plus précise, dans le cadre des futurs débats sur l'approche intégrée, à un mécanisme limité dans le temps pour l'Approche stratégique. Un certain nombre de participants ont fait valoir qu'ils ne souhaitaient pas que les précieuses expériences du Programme soient perdues, en exprimant l'espoir que le futur mécanisme de financement incorporerait les succès du système actuel et/ou s'appuierait sur ces derniers. À cette fin, un participant a encouragé le partage des expériences des bénéficiaires du Programme avec le FEM, afin d'aider les efforts continus du FEM visant à améliorer les services du Programme. La possibilité d'un mécanisme tel que le Programme de démarrage rapide dans le cadre du FEM a également été évoquée.

31. Les fonds supplémentaires pour les produits chimiques mis à disposition par le FEM ont été largement salués, et certains participants ont exprimé l'espoir que ce guichet puisse être encore élargi, reconnaissant néanmoins que le FEM à lui seul ne pourrait pas satisfaire la totalité des besoins en matière de financement pour le domaine des produits chimiques. Il a été demandé si des liens pourraient être établis entre la mise en œuvre de l'Approche stratégique et d'autres fonds dans le cadre des organisations

participant au Programme interorganisations pour la gestion rationnelle des produits chimiques. S'agissant de la question de la participation élargie des parties prenantes à la mise en œuvre de l'Approche stratégique, un représentant du secrétariat du FEM a indiqué que le Conseil du FEM avait adopté une stratégie relative au secteur privé qui avait consacré des fonds au financement d'activités du secteur privé. Ces travaux étaient menés avec la collaboration d'agences de développement et pourraient également être étendus au domaine des produits chimiques.

32. On a également évoqué la possibilité d'accéder à des fonds disponibles dans le domaine de la santé qui pourraient bénéficier immédiatement au programme relatif aux produits chimique.

33. Un participant a fait remarquer que les possibilités de contributions en nature pour la gestion rationnelle des produits chimiques n'avaient pas encore reçu l'attention voulue dans le processus consultatif et suggéré que celles-ci méritaient un débat approfondi.
